

1 – Remise du plan de cours

Les processus démocratiques des pays émergents fascinent et questionnent les catégories de l'analyse politique. Préconisée ou vécue, la démocratisation constitue un défi incontournable, alors même que plusieurs pays traversent ou émergent de conflits armés majeurs. Plusieurs facteurs structurants permettent de faire une analyse comparée des pays émergents, qui vivent actuellement une phase de démocratisation marquée par ces facteurs : ainsi, les suites de la crise de la dette de 1982 et la transformation des politiques d'aide aux pays en développement ; l'interprétation des motifs de la violence d'État, généralisée dans les années 60 et 70 et la mise en place de modèles de sortie de conflits et de réconciliations nationales homogènes ; l'analyse des failles des régimes politiques caractéristiques de l'Amérique latine, tel le populisme, ou d'Afrique, tel le néo-patrimonialisme et l'adaptation de la démocratie représentative pour la rendre compatible avec la libéralisation de l'économie ; les schèmes d'analyse comparative des degrés de démocratie et des « maux structurels de la démocratie » (référence) et les réformes institutionnelles de bonne gouvernance : tous ces facteurs influent de manière importante sur la phase actuelle de démocratisation, dont ce cours veut analyser les caractéristiques et défis.

L'Amérique latine constitue un formidable laboratoire à cet égard. C'est en effet ce sous-continent qui, suite aux transitions espagnole et portugaise à la démocratie, va donner le coup d'envoi d'un des plus grands essors de la théorie de la démocratisation, autour des « démocraties de la troisième vague » (third wave democracies). Que ce soit par le biais des théories de la transition et de la consolidation démocratiques, par l'élaboration d'un modèle homogène de sortie de conflit, celui de la réconciliation nationale, ou par la mise en place du cadre des réformes institutionnelles de bonne gouvernance, les théories de la transition-consolidation ou « transitologie » (Jaffrelot : 2005) ont eu une influence majeure dans le champ de la démocratisation et sur les institutions centrales qui veulent la mettre en oeuvre. Ainsi, ces grands piliers de la démocratisation seront repris à divers degrés par les institutions financières internationales et diffusés largement dans les pays africains en transition vers la démocratie (Lefranc : 2009).

Cependant, le champ de la démocratisation est traversé par de profonds débats. En particulier depuis les années 80, marquant la transition démocratique ayant suivi la fin des régimes autoritaires et des guerres civiles en Amérique latine, les théories de la démocratie sont profondément divisées quant aux parcours démocratiques des pays émergents : des accusations de manque d'habitude à la démocratie, de culture politique clientéliste, de violence populaire, de réseaux d'influence « contaminant » les politiciens, sont souvent

dirigées à l'endroit de pays où la mise en place du modèle de la démocratie stable ne semble pas donner les résultats escomptés, ou semble provoquer de profonds mécontentements. Par contraste, d'autres auteurs et perspectives posent des questions troublantes aux modèles de démocratisation : est-il possible qu'il existe des enclaves autoritaires en démocratie, voire des « autoritarismes démocratiques »

(Dabène, Massardier et Geisser : 2008) ? Est-il possible que les réformes structurelles de bonne gouvernance renforcent des problèmes déjà existants des systèmes politiques, tels le déséquilibre entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif ou la réduction de la participation politique (Campbell et al : 2005)? En d'autres termes, et fondamentalement, la démocratisation, telle que mise en oeuvre jusqu'à présent, est-elle vraiment le fruit d'une évolution vers la démocratie? Pour répondre à cette interrogation, il devient nécessaire de se pencher sur un aspect fondamental des processus de démocratisation : quels modes de légitimité sous-tendent la démocratisation ? Qui décide de la démocratisation ? Les lieux de pouvoir qui président à cette dernière sont-ils contestés ?

L'analyse de multiples expériences politiques de pays émergents touchés par la démocratisation nous montre actuellement une remarquable vitalité démocratique, marquée par l'éclosion de nouveaux vecteurs de démocratisation qui poussent pour un élargissement des frontières du politique¹ qui sont en jeu dans la démocratisation. Cette vitalité démocratique doit être analysée dans ses effets sur les théories classiques de la démocratisation, mais également quant aux nouveaux défis démocratiques qu'elle entraîne. L'analyse des principaux défis démocratiques des démocraties émergentes montre que ces derniers tiennent aussi à la non correspondance entre le modèle de démocratie -préconisé depuis les transitions démocratiques en Amérique latine - et les aspirations démocratiques des populations. Accusées de « manquer d'habitude à la démocratie », de ne pas avoir la « culture civique » nécessaire, de poser trop de demandes sociales déstabilisant les gouvernements, les populations ont été écartées en grande partie de cette démocratisation post-dictatoriale fondée sur deux impératifs politiques centraux : la stabilité politique et la croissance économique. Dans ce contexte où tout conflit social devait être évité ou maîtrisé pour atteindre les objectifs de gouvernabilité, la mise en place de politiques de gestion sociale « par le haut » a profondément transformé les liens entre États et populations, sans toutefois enrayer la pauvreté et les effets des ajustements structurels des années 80 et des conditionnalités actuelles liées au service de la dette.

¹ Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation, André Corten (Dir., avec la collaboration de Julie Girard-Lemay et Vanessa Molina), Paris :Karthala : 2006.

Avec la montée des politiques de bonne gouvernance, préconisées par les institutions financières internationales comme conditionnalités liées au service de la dette, toute une

génération de réformes institutionnelles renforçant les pouvoirs exécutifs –voire présidentiels– au nom de l'exigence d'efficacité économique, mais aussi politique, conditionnent les systèmes politiques où la participation politique, la médiation des partis et la délibération sont souvent vues comme des obstacles entre l'État et sa gestion de la pauvreté. De fait, les démocraties stables issues de la transition démocratique sont marquées par une volonté de refondation contre un ancien modèle politique, accusé de favoriser les conflits sociaux, la déstabilisation économique et même les interventions militaires et les dictatures féroces des années 70. L'importance de cette opposition à un « mauvais » modèle politique a donc profondément conditionné le type de démocratie préconisée depuis les années 90. Il en découle des besoins de démocratisation tout à fait spécifiques, qui sont liés à la lutte pour la définition même du politique dans la période contemporaine.

Face à ce modèle démocratique particulier, ayant toutefois l'avantage de n'être plus contesté par l'acteur militaire et les pouvoirs lui étant liés, de nombreuses aspirations démocratiques émergentes ont tracé la voie de demandes de démocratisation se manifestant de diverses manières, ouvrant des possibilités réelles mais aussi parfois des écueils importants depuis les années 90. Ainsi, le surgissement d'une crise de légitimité ayant des caractéristiques de dissension politique (Hart : 1978) dans le milieu des années 90, puis le renversement légal des gouvernements élus revenant sur leurs engagements ou plongeant dans la corruption ont montré, par exemple, que les populations latino-américaines étaient loin de manifester un désintérêt pour le politique et la démocratie. Le réveil des mouvements de lutte contre l'impunité et pour les droits humains a secoué les fondements institutionnels d'un État de droit faible et soumis aux exigences des amnisties diverses. La formidable montée des mouvements autochtones a constitué un puissant vecteur de demande d'élargissement de la citoyenneté et de pluralisme dans plusieurs pays du continent. Souvent portée par ces populations autochtones converties au protestantisme évangélique, la diversification religieuse et l'affaiblissement conséquent de l'hégémonie catholique sont aussi des éléments poussant pour la laïcisation et le pluralisme religieux, éléments fondamentaux de la consolidation des démocraties en Amérique latine et qui constituent un trait tout à fait opposé aux logiques fondamentalistes observées ailleurs dans le monde. Le retour en force des revendications de droits sociaux par divers secteurs, alors que le sous-continent est face à l'échec patent des politiques de lutte contre la pauvreté, questionne aussi la nouvelle architecture des politiques publiques « ciblées » et excluantes auquel s'oppose le principe d'universalité et d'autodétermination des droits.

Une constante semble émerger de ces diverses formes d'aspirations démocratiques : ne faut-il pas y voir la volonté persistante des populations d'atteindre une plus grande emprise sur le politique, une plus grande participation, une véritable « saisie de la société par elle-même » instituant le politique, condition même de la démocratie (Gauchet :1985) ? C'est là le plus grand des défis de la démocratisation actuelle.

Pour analyser ces aspects, la question des revendications démocratiques dans le contexte du « virage à gauche » sera examinée dans divers aspects dans la dernière partie de la session. En effet, en examinant les bilans de divers gouvernements actuellement au pouvoir, on voit émerger des tendances : l'ouverture tant attendue à la participation politique prend souvent le pas sur des réformes réelles apportant des solutions aux inégalités sociales et leurs diverses manifestations (crise du logement en zone urbaine, crise de l'accaparement de la terre, accès à la santé et l'éducation, etc) Le désir de participation politique l'emporte-t-il sur l'importance des changements réels en matière sociale ? Les cas du Venezuela, de la Bolivie, du Chili, de l'Argentine et du Brésil doivent être examinés avec attention pour trouver réponse à cette question.

Par ailleurs, sous l'impulsion des mouvements contre l'impunité, des réformes profondes en matière de droits humains et des pouvoirs judiciaires et législatifs ont aussi été apportées et engendrent une grande satisfaction des populations, notamment en Argentine. En Colombie, un pays isolé du « virage à gauche » sur les plans politique et diplomatique, la poussée des mouvements contre l'impunité a aussi des effets semblables, le pouvoir judiciaire et les populations (mobilisées notamment au sein du processus de la Commission de Vérité), ayant confronté le gouvernement d'Uribe à plusieurs reprises, mettant en lumière les liens troublants entre les appuis politiques de ce dernier et les para-militaires colombiens. L'exemple colombien montre combien l'influence des mouvements pour les droits est loin d'être restreint à la volonté politique de gouvernements sympathiques à cette cause, et met à jour des tendances continentales qui doivent être analysées. Le contexte de la mondialisation pose également de nouvelles questions à l'analyse des processus démocratiques, notamment la question de l'impact des institutions internationales dans les processus de lutte contre l'impunité en matière de droits humains.

Ainsi, au terme du parcours académique de cette session, trois grands axes structurant les bases d'une perspective comparée de la démocratisation en Amérique latine et en Afrique dans la période actuelle auront été présentés. D'abord, un premier bloc de cours portera sur l'analyse l'héritage des démocraties de transitions en termes institutionnels et quand à la définition même de la démocratie et de la démocratisation. Il sera montré comment le modèle de démocratie stable préconisé, ainsi que les effets collatéraux des réformes institutionnelles

de bonne gouvernance structuraient les enjeux de la démocratisation, déterminaient des acteurs sociaux et des thèmes légitimes, mais aussi illégitimes. Cette partie en apparence plus théorique sera toujours illustrée par des analyses de cas latino-américains et, une comparaison avec l'Afrique le plus souvent possible. Ainsi, le deuxième grand axe de ce cours vise à analyser les effets des revendications démocratiques « par le bas » sur les grands modèles de démocratisation, afin de voir si ces revendications renforcent les modèles de démocratisation ou les questionnent et, éventuellement, si elles la capacité de faire avancer la démocratisation vers d'autres enjeux.

Enfin, le troisième axe de ce cours vise à analyser les défis de la démocratisation qui surgissent dans la période actuelle, période d'intense vitalité politique et démocratique dans plusieurs régions étudiées. Nous aborderons les défis actuels de la démocratisation, tels qu'ils se présentent à partir des aspirations démocratiques manifestées depuis les années 90, dans cette période où la globalisation pose également de nouvelles conditions.

Ces défis sont notamment:

- l'augmentation de la violence et la persistance de l'impunité
- la montée des religions pentecôtistes et les nouveaux rapports entre religion et politique
- la montée des mouvements autochtones
- l'émergence et la trans-nationalisation des mouvements pour les droits humains
- la répartition de la terre
- la persistance, voire l'augmentation de la pauvreté et des taux d'inégalités sociales

Tous ces aspects seront analysés au moyen d'études de cas, à partir desquels une perspective générale sera présentée. Une analyse des différentes conceptions de la démocratisation entrant en circulation et en lutte pour le sens (Laclau : 2000) sera aussi réalisée pour comprendre les tensions existant au-delà des lignes de démarcation traditionnelle en termes d'axes gauche-droite, ou autres oppositions.

Qu'est ce que le processus démocratique ?

La globalisation démocratique (homogénéisation) peut aller de pair avec la consolidation autoritaire, avec des mécanismes autoritaires en démocratie.

- Ces problèmes sont engendrés par la caractérisation

[*****]

Ces oppositions occultent des mécanismes autoritaires et/ou populistes.

Il y a ainsi un problème qui découle du paradigme de « l'évidence démocratique » qui découle de ses oppositions non-questionnables entre systèmes politiques selon des caractéristiques restreintes.

Il y a un « impensé démocratique » qui mène à surestimer les vertus de la démocratie en soi dans les anciennes démocraties et à sous-estimer les possibles difficultés (page 11).

Dabène et Massardier apportent aussi des éléments importants pour comprendre le rétrécissement démocratique par les théories qui ont prédominé en science politique :

1) l'influence du développementalisme

(théorie du développement politique : Almond et Verba, Rostowm Seymour Lipset) : Il y a un développement politique homogène pour toutes les sociétés, et certaines sont en retard sur d'autres mais doivent passer par les mêmes places.

- Donc la théorie développementaliste considère normale qu'il y ait une période d'autoritarisme dans les pays qui ne sont pas sur la bonne voie (démocratique)

Influencés par les théories déterministes et matérialistes (non-marxistes), ces courants établissent un lien de causalité fondamentale entre le développement économique (économie compétitive) et le changement politique.

- Théorie déterministe donc x cause y

- Ex : le Chili

Il en découle une réorientation de la théorie sur la démocratisation qui établit des « pré-conditions de démocratisation » (pre-requisites) en fonction de critères particuliers, qui sont pourtant pris pour des critères universels et inquestionnables :

- Un gouvernement moderne, efficace et non-despotique émerge en fonction

d'indicateurs de :

- Richesse individuelle

- Urbanisation
- Sécularisation
- Industrialisation
- Espérance de vie
- Stabilité démographique
- Alphabétisation

- Les grands penseurs ont réorienté l'héritage de la révolution Française vers des principes de démocratie représentative

Ne résiste pas à l'analyse empirique (Inde - Argentine)

Selon Badie et Hermet : voir pp.57-58 dans la politique Comparée

Un autre exemple qui n'est pas touché par Dabène et al.

- La rationalisation de l'expérience Politique, permettant de montrer empiriquement la légitimité d'un gouvernement démocratique :

légitimité :

Gellner cherche à développer un nouveau contrat social qui pose une définition de légitimité mais qui reprend les concepts centraux de validité et de loyauté (des gouvernés), mais pour les articuler à une conception où ces deux éléments tiennent à certaines conditions effectives du gouvernement quand à l'atteinte d'objectifs utilitaires.

- 1- la mise en œuvre ou le maintien d'une société industrielle abondante
- 2- les autorités en place puissent satisfaire de manière « co-culturelle » à la demande nationaliste du reste de la société.

Un ordre social qui ne satisfait pas ces deux conditions risque de ne pas survivre.

Un autre exemple de réification de liens de causalité, mis en place par la théorie et non pas testé empiriquement :

L'influence des théories de la transition démocratique :

Où le présupposé central est de :

Rendre la libéralisation politique dépend de la libéralisation économique = un présupposé

- 2 modèle : Espagne et Portugal

- construit leur démocratie en tentant de régler les problèmes qui existaient avant la dictature de Franco etc.
- Ces modèles vont influencer les transitions à la démocratie en Amérique Latine et plus tard en Afrique

Libéralisation = Libertés (droits)

Ces éléments théoriques ont des effets centraux :

Effets Centraux :

- fait émerger des normes (qui trace le chemin à suivre) de démocratisation ont des effets sur les mouvements de contestation :

o page 15 :

- « La démocratisation légitime la normalisation autoritaire et sécuritaire des scènes protestataires »
- « La problématique de la démocratisation incorpore en elle-même l'idée d'auto-limitation »

Auto-limitation : c.-à-d. qui se limite elle-même, le problème est que la démocratie se met des barrières

Cela montre une conception de la démocratie où l'espace de la décision doit être isolé des pressions de la population

Les auteurs vont aussi loin que dire qu'il y a un « autoritarisme rénové » au nom des impératifs de la démocratisation qui sont préconisés par les tenants de la bonne gouvernance.

D'où ce que les auteurs appellent la « tyrannie de l'horizontalité » (p.18) et qui s'oppose à la verticalité (canaux électoraux)

Le rétrécissement démocratique n'est pas dû seulement à des parcelles d'autoritarisme en démocratie mais cet aspect, qui est causé par

- Une délibération du politique

- La répression des « attentes démocratiques » par la transitologie (démocratisme)

Indicateurs de **dissensus** (Hart : 1980) très peu développés
VS
Appels au consensus favorisés pour l'EFFICACITÉ

27 septembre 2010

Conférence de Jean Baubérot

Professeur émérite, École pratique des Hautes études (Paris)

Auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels :

Laïcité 1905-2005, Entre passion et raison, Paris : Seuil, 2005.

Le Québec, modèle de la France?

De la séparation des Églises et de l'État à l'avenir de la laïcité. Les entretiens d'Auxerre, Sous la direction de Jean Baubérot et Michel Wieviorka, Paris : Éditions de l'Aube, 2005.

Retour sur les présupposés du texte de De Sève

[http://www.unites.uqam.ca/sqsp/revPolSo/vol24_2-3/vol23_no2-3_De%20Seve%20\(presentation\).htm](http://www.unites.uqam.ca/sqsp/revPolSo/vol24_2-3/vol23_no2-3_De%20Seve%20(presentation).htm)

- Présentation d'un tableau de la transitologie [X] mode de transition à la démocratie
- Prise de pouvoir par les militaires dans les dictatures antipopulaires des années 70 (contre-révolutionnaire et contre politique) : ainsi s'amorce une période de réaction aux projets de l'État national populaire (Alain Touraine).
- Mettre en perspective avec la neutralité et l'incertitude qui sont au cœur du modèle transitologique selon De Sève : il y a un effacement des objectifs politiques des autoritarismes.

Quelques éléments de caractérisation de l'État national-populaire (populisme latino-américain)

- La tentative d'incorporation limitée des masses dans l'État national-populaire (1930 -1960), une forme de politique spécifique à l'Amérique latine dans une situation d'inégalité extrême.
- Le 20^{ème} siècle a vu la principale tentative d'incorporation des masses pour
 - a)Prévenir la montée du communisme
 - b)Moderniser les sociétés par une intégration sociale limitée et un programme d'industrialisation et de substitution des importations

caractéristiques du populisme :

- Dans le populisme, il est possible de parler d'une incitation à la demande sur un mode populo-corporatiste, c'est à dire que certains acteurs sociaux sont appelés à se mobiliser pour faire des demandes auxquelles répond l'État, fondant ainsi sa légitimité politique.
- Durant la période où il prend place, le populisme est décrié tant par les libéraux et tenants de la démocratie représentative que par la gauche latino-américaine marxiste à cause de la dimension de « manipulation » des masses par l'appel à l'émotion. L'émotion en politique caractérise cette forme d'État.

○Le populisme est détesté par la gauche et par la droite.

- La relation de « fidélité » au chef inspire beaucoup la peur :

- Péron le « premier travailleur », chef du parti Justicialise (justice sociale)
- Vargas au Brésil, le « Père des pauvres »
- Velasco Ibarra en Équateur, « l'apôtre des oubliées » (5 fois élu président et qui disait : « donnez moi un balcon et je reconquiers le pouvoir »!

Mais, comme le souligne Alain Rouquié, le populisme est confondu avec la redistribution des revenus, le Mass politics, ou les systèmes politiques mobilisateurs et polyclassistes (démocratie-chrétienne au Chili, AD au Venezuela), ce qui enlève toute signification spécifique à la catégorie.

Signification historique et politique des transitions démocratiques : un phénomène d'homogénéisation théorique et politique et ses impacts pour la définition de la démocratisation

- Ces nouveaux États seront remis en question par l'émergence de guérillas dans toute l'Amérique latine suite à la révolution cubainede 1959 :
- Radicalisation des mouvement sociaux et des partis de gauche (sauf le Parti Communiste) devant la possibilité de la « révolution accélérée).

Ceci aura une grande incidence sur la manière dont l'État national populaire a été perçu, car on lui attribue la responsabilité de la radicalisation.

Les coups d'États et autoritarismes sont des réactions aux problèmes perçus dans le système politique antérieur.

Volonté de refondation

Refondation : Remettre le politique dans une voie nouvelle. Mettre fin aux problèmes infinis du populisme.

Alors que des parties de l'Europe de l'Est, d'Afrique ou d'Asie voient l'émergence ou la résurgence de la violence en présence de l'effondrement de règles sociales ou d'institutions politiques, par contraste en Amérique Latine.

La violence survient en dépit de systèmes politiques stables et de l'existence de cadres institutionnels formels.

Les autoritarismes : des régimes comme les autres ?

Quelques aspects de l'institutionnalisation de nouvelles formes de violence à partir des grandes dictatures

Introduction au phénomène de la terreur d'État et de l'autoritarisme dans les pays émergents

- Apparition de la terreur d'État ou terrorisme d'État
 - La terreur d'État est l'arbitraire de la violence à l'endroit des populations (sur base de soupçons, etc.) On ne se « bat pas contre » une guérilla.
 - Perte de contrôle des appareils répressifs de la part de l'État et augmentation de la violence dans le cadre de ce « flou » : en plus des actions croisées des corps police et des corps d'armées, il y a aussi les polices secrètes, les agences d'informations militarisées, les paramilitaires.
 - Impunité face à ces nouvelles pratiques de violence : fait partie de la négociation des transitions.

Pour comprendre la transitologie :

La transition se fait en réaction à une mauvaise forme de démocratie plutôt que vis-à-vis de l'autoritarisme car on considère que ce dernier a été provoqué par trop de demandes sociales.

C'est Guillermo O'Donnell, auteur pilier de la transitologie, qui va apporter l'interprétation de la montée des régimes autoritaires fondée sur les difficultés du populisme.

Selon cet auteur, une fois la première phase d'industrialisation « facile » réalisée grâce à l'essor liée à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, le modèle de substitution des importations menait à un cul de sac que seules les dictatures pouvaient résoudre en réorientant l'économie et en tempérant – par la force – les demandes sociales déstabilisatrices.

(Collier, *New Authoritarianism in Latin America*, 1980)

L'intégration du secteur populaire et son essor économique n'étaient pas soutenables et donc ce secteur devenait une menace pour l'État obligé de revenir à des politiques économiques moins centrées sur l'industrialisation nationale.

Selon O'Donnell, il en résultait un fossé entre les demandes et la performance économique réelle de l'État.

Les insatisfactions populaires manifestées par des grèves provoquaient un blocage du système de parti ET une crise économique et politique.

Facteurs centraux modelant le type de démocratisation issue de l'application des théories de la transition

- Double transition économique et politique : libéralisation de l'économie et ouverture + instauration de la démocratie
- Le facteur de la crise de la dette et des ajustements structurels devient alors un autre levier d'homogénéisation
- Stabilité politique essentielle à la croissance
- Centralité de l'interprétation scientifique des causes de la violence et de l'instabilité en Amérique latine à cet égard.

Ex de question d'examen :

Discussion du texte de Marques-Pereira : Effets politiques et sociaux de la démocratie

« anti conflit » issue du modèle chilien de la transition

1) Est ce que Marques-Pereira a des critères pour la démocratie ?

La « Stable Democracy » : une conception particulière de la démocratie et de la participation politique

Origines, présupposés, implications pour les pays émergents

- La généralisation de la démocratie stable : facteurs internationaux, nationaux, idéologiques
- La méthode démocratique de Schumpeter, la peur des masses et la définition institutionnelle de la démocratie face aux périls du fascisme et du populisme
- Unanimité des réflexions sur la démocratie et ses limites dans l'entre-deux guerre
 - Théories de la culture et du développement politique (Rostow, Almon et Verba)
- La troisième vague de démocratisation et les dangers de « l'excès de participation »
- Les présupposés sur le manque d'habitude des populations à la démocratie
- Le problème de la déduction des demandes sociales

Facteurs Centraux modelant le type de démocratisation

Déjà vus :

1. Issus de l'application des théories de la transition :

- Double transition économique et politique : libéralisation de l'économie et ouverture + instauration de la démocratie
- Incertitude comme qualité fondamentale des transitions devant la volonté de ne pas dicter des voies tracées par l'Occident
- Nécessité de négocier des compromis avec les régimes antérieurs (autoritarisme) afin de ne pas fonder les transitions sur la rupture pouvant causer l'instabilité
- Démocratie de transition n'est pas une rupture.
- Centralité de l'interprétation scientifique des causes de la violence et de l'instabilité en Amérique latine à cet égard : l'autoritarisme est une réaction à de mauvaises formes politiques antérieures.

Rénover la démocratie

S'ajoutent d'autres facteurs, présentés aujourd'hui :

- La primauté de la stabilité politique et ses origines dans la théorie de la démocratie
- La nécessité de restreindre une participation politique trop large
- La redéfinition de la culture démocratique en fonction du type de système politique stable qui est préconisé
- Le facteur de la crise de la dette et des ajustements structurels deviendra alors un autre levier d'homogénéisation, comme nous le verrons plus loin dans la session

Aux origines de la définition purement institutionnelle de la démocratie et de la primauté de la stabilité comme but premier de la démocratie

Une conception qui englobe plusieurs volets de la théorie démocratique contemporaine, y compris le champ de la démocratisation.

- Situer le champ de la démocratisation dans un ensemble théorique plus large pour comprendre l'origine de la conception prédominante de la démocratie stable.
- Que veut dire démocratie stable ?
- À quelles autres qualités possibles de la démocratie a-t-on préféré la stabilité ?
- La conception de la stabilité s'oppose-t-elle explicitement à d'autres formes possibles de démocratie ?

Discussion et Analyse du texte 1

Carole Pateman, « Recent Theories of Democracy and the 'classical myth' » (extraits), in Participation and Democratic Theory, Cambridge: Cambridge University Press, 1999 (First published 1970) : 1-19.

Question 1 :

Que dit Pateman par rapport à la place de la participation dans la théorie démocratique ?

La théorie démocratique dans son ensemble regarde la participation avec suspicion, et en particulier au sein de la théorie démocratique récente, où l'on insiste sur les dangers de la participation populaire large en politique. (p.1)

Question 2 :

D'où vient cette peur de la participation large selon Pateman ?

Peur des dérives fascistes, populistes, etc.

a) la conviction [profonde] partagée par l'ensemble des théoriciens de la démocratie (surtout USA) qu'il faut revoir en profondeur, voire rejeter la conception qu'ont les « penseurs classiques » de la démocratie au sujet de la participation « large ».

b) une préoccupation centrale à l'égard de la stabilité politique et les conditions nécessaires pour mettre en place cette stabilité.

- i. (Pateman partage l'analyse de Dabène et Massardier quant aux problèmes issus de la prédominance de la distinction autoritarisme / démocratie).

Faire de la démocratie une méthode (arrangement institutionnelle).

Voir p.3 et 5 du texte (ce qui est surligné)

En résulte donc :

La méthode démocratique de Schumpeter

Joseph Schumpeter, Capitalisme socialisme et démocratie. (traduction française de Gaël Fain, Paris : Petite bibliothèque Payot, 1942.

- Fondée sur la peur des masses et leurs tendances charismatiques et irrationnelles
- Et la définition institutionnelle de la démocratie face aux périls du fascisme et du populisme.

Quelle est la thèse centrale de Pateman à l'égard de Schumpeter ?

Il s'agit d'une rupture, majeure et sans retour en arrière, qui touche la théorie démocratique dans son ensemble.

La peur des masses dangereuses

Les conséquences de la « rupture démocratique »

Cette rupture permet désormais de privilégier une conception jugée plus « réalistes » c'est à dire moins idéaliste, de la démocratie, où l'idéal d'une participation politique massive est remplacé par celui de la stabilité du système démocratique, conçu désormais comme « arrangements institutionnels » et qui permet aujourd'hui (tournant des années 2000) à tout un courant D'auteurs de justifier la nécessité de guérir les « maux structurels de la démocratie ¹».

Ainsi l'influence de la « rupture schumpeterienne » est identifiable aujourd'hui dan des courants centraux de la théorie de la démocratisation.

Cette idée de maux structurels de la démocratie (structural deceases), présentés dans des ouvrages pilliers de

[.....consulté MC Doran]

Le Discours sur la démocratisation suit diverses tendances :

1) Il n'y a jamais eu de démocratie avant les régimes autoritaires

- D'Où l'idée de Third Wave Democracies, fondée sur la situation espagnole

2) Il y a eu des formes de démocratie dangereuse de démocratie

- [.....]

3) La démocratie parlementaire délibérative est un luxe pour les nouveaux objectifs du politique qui sont la croissance et la stabilité.

- Thèse de Samuel Huntington et Joan Nelson : No easy choice : Political participation in Develloping Countries, Cambridge Mass. : Harvard University Press, 1976.

- Conclusions fondées sur les résultats d'un programme de recherche de 1969 à 1973 par le Center for International Affairs of Harvard University.

¹ Schedler, Andreas, Diamond, Larry, Plattner, Marc F. (eds), The Self Restraining State

Or, c'est sur la base de recherches empiriques sur le comportement des masses (ouvrières) au lendemain de la seconde guerre mondiale que l'idée que la participation politique massive comporte un danger pour que la démocratie émerge en force.

Ainsi, d'un côté, naissent et prennent ainsi une importance capitale pour le champ des sciences politiques pour les études typologiques de la culture politique, dont les travaux de Seymour Martin Lipset constituent un exemple central. Ainsi, son étude pionnière de la culture politique *Political man*, est encore abondamment utilisée aujourd'hui dans les études sur la transition – consolidation démocratique et la bonne gouvernance.

De l'autre, les travaux de l'École de Francfort (post marxiste) et notamment les réflexions de Theodoro Adorno sur la personnalité autoritaire et la critique de la « culture de masse », bien qu'ils présentent une perspectives critique de la sociologie et de ses prétentions de réductions à partir d'une

La démocratisation, pour qui ?

Théories de la légitimité, aspirations populaires et démocratisation

Cas africains et latino-américains

Discussion de la fiche de lecture #2

-La démocratie anti-conflits : un modèle « antagonique » ?

-Post-populisme et lutte contre la corruption

-Légitimité populaire et légitimité de performance

- La vitalité religieuse est-elle un obstacle à la démocratie ? Éléments de théories sur religion et démocratie (Si possible).

Texte à préparer pour la discussion :

1) Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Toulabor, La politique par le bas en Afrique noire, Paris : Karthala, 2008. (extraits distribués en classe)

2) Denis Langlois, « Les parias du tournant vers la démocratie », chapitre 1 in Le défi bolivien, Montréal : Athéna, 2008 : 29-57.

2^{ème} partie du cours : Discussion de la fiche

Fiche de lecture #2

Marie-Christine Doran, « Les dimensions politiques de la souffrance au Chili (1998-2007), in B. Lautier, N. Borgeaud-Garcilandia, R. Peñafiel, A. Tizziani (Dir.), Penser le politique en Amérique latine, Paris : Karthala : 2009 : 129-148.

Comment un modèle politique aussi peu fondé sur la participation, l'État de droit et la voix des citoyens a-t-il pu s'établir, et être fondé sur la démocratisation ?

La légitimité de performance : un changement majeur

Pourquoi et comment on en est arrivé à la possibilité d'instaurer un modèle comme la démocratie stable?

Il devient nécessaire de montrer comment certains concepts sont porteurs d'une définition pétrifiée du politique et

- Entravent la possibilité de penser la démocratie comme un horizon en changement, dynamique
- Tout en la réduisant à certaines qualités systémiques jugées nécessaires.

Ainsi, ces concepts sont non seulement porteurs d'une restriction de la démocratisation mais ils véhiculent aussi, plus largement, une limitation des qualités dynamiques de la démocratie qui sont normalement dues aux rapports constamment changeants entre État et population, et au fondement du droit comme corps d'interprétation en constant changement.

L'importance de la légitimité par l'argument de la performance dans la littérature actuelle sur la démocratie est telle que certains auteurs estiment que le succès d'un gouvernement dans l'atteinte de buts utilitaristes (l'emploi, la mobilité sociale, la provision de filets de sûreté sociaux) est devenu la fonction légitimante cruciale, Merquior, 1980 : 11

On peut définir la perspective de la légitimité par la performance en établissant que cette définition de buts utilitaristes se fait sur la base d'une rationalisation de l'expérience politique, une rationalisation « objective » d'intérêts des populations posés comme invariables et fondamentaux (Gellner et Carl Friedrich ont eu beaucoup d'influence à cet égard).

À partir du postulat de pré-détermination des intérêts, cette conception repose sur la Décision et l'effectivité

[.....]

(Cette perspective [.....])

L'efficacité politique est-elle même définie autour de deux grands axes :

- La tenue d'élections sur une base régulière (avec comme corollaire une définition restreinte de la culture politique comme une culture de consentement, ou d'expression de préférences)

- Et la gestion des politiques sociales ciblées autour des besoins des plus pauvres, à partir d'une pré-détermination des intérêts par l'État et les programmes internationaux

Le modèle d'État de justice (État de droit fondé sur la convocation des citoyens) qui découle d'une souveraineté normativiste doit alors permettre que l'expression contingente des parties ne soit pas limitée à l'avance par une détermination préalable, par exemple la détermination par l'État des besoins.

C'est alors que le conflit, comme expression de la contingence, de l'ouverture à toutes parties en confrontation ou mises en regard, est, pour Kriegel, producteur du sens social. Ce sens social est produit par la juridification, c'est à dire dans l'appropriation du droit par les sujets – sa démocratisation.

Institutions internationales et démocratisation : des liens étroits ?

Normes, conditionnalités, crédibilité

8 nov. 2010

1ère partie du cours :

Discussion de la fiche de lecture #3

La Colombie, une démocratie de « basse intensité » ?

- Le cas colombien et l'influence du discours international dans la définition de la démocratie

Fiche #3

William Avilés, « Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy », *Journal of Latin American Studies*, Vol.38, part2, May 2006: 379-408.

Document à télécharger via la bibliothèque de l'Université d'Ottawa, section périodiques électroniques, *Journal of Latin American Studies*, (Cambridge Journals online), accès réservé.

La thèse :

[...] voir fiche corrigé de Marie-Christine Doran

Les arguments:

Low intensity democracy : p. 384 & 391 modèle qui implique une restructuration de l'économie
Démocratie anti-conflit.

p.404: Avilés, les réformes de démocratisation formelle s'appuie sur l'usage de la répression militaire et paramilitaire contre l'opposition aux réforme --> démocratie de façade

2ème partie du cours :

Populismes latino-américains et néo-patrimonialisme africain: des catégories politiques significatives? Des obstacles à la démocratie?

Le populisme latino-américain : quels problèmes institutionnels, quels problèmes idéologiques ?

Le discours anti-populiste et la démocratisation

La thèse du post-populisme en Amérique Latine

Rapport 2004 du PNUD² et «danger du populisme» «Amérique latine, démocratie en eaux troubles» : c'est dans ses termes que Mark Malloch Brown présente un rapport du Programme de développement des Nations Unies donnant l'alarme sur l'insatisfaction populaire liée à la démocratie en Amérique Latine.

Voir les exemples dans le textes de Bayard

Des études d'envergure sondant le degré de satisfaction des latino-américain à l'égard de la démocratie mettant d'ailleurs en garde contre le danger d'un retour au populisme qui constitue pour plusieurs spécialistes, la tentation latino-américaine de mal fonder la légitimité politique sur la base de l'attribution de privilèges à des réseaux clientélistes. (Latinobarometro)

Certaines études commencent à cerner ce phénomène :

«Démocratization that does not conform to neoliberal economic orthodoxy is dismissed as populism» (UNRISD, United Nations Research Institute for Social Development).

Nous appelons ce phénomène le post-populiste à cause de l'importance qu'y prend un antagonisme explicite à l'égard, notamment, des modes populaires d'action politique (Bayard), associés au populisme ou autre régime considéré négatif.

Lectures à préparer pour la discussion:

Yvon Le Bot, « Populisme, libération nationale et communautarisme », in Violence de la modernité en Amérique latine, Paris : Karthala, 1994, pp.15-33.

Marie-Christine Doran, « Réformes institutionnelles et espaces politiques à la lumière du cas de l'Argentine », in Bonnie Campbell (dir.), Qu'allons-nous faire des pauvres ? Réformes institutionnelles et espaces politiques, Paris : L'Harmattan, 2005, pp. 113-138.

² Programme des Nations Unies pour le développement.

Bonne gouvernance et politiques de lutte contre la pauvreté

Un nouveau modèle de gestion sociale, des impacts majeurs sur les démocraties latino-américaines et africaines

- Rôles respectifs des institutions financières internationales (IFI) et des gouvernements dans le choix des réformes institutionnelles : de la crise de la dette aux conditionalités
- Lutte contre la pauvreté et bonne gouvernance : une nouvelle génération de politiques publiques aux effets centraux
- Les effets collatéraux des réformes de la bonne gouvernance en Afrique

Lectures devant être préparées pour la discussion :

1) Ricardo Peñafiel, « Introduction », L'événement discursif paupériste. Lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique latine : Chili, Mexique, Venezuela (1910-2006), Thèse de doctorat, Faculté de Droit et Science politique, Université du Québec à Montréal, 2008.

Disponible en ligne sur le site du Réseau européen d'analyse des sociétés politiques (REASOPO) http://www.fasopo.org/reasopo/jr/these_penafiel_vol1.pdf

2) Bonnie Campbell, Marie-Christine Doran and Samia Kazi-Aoul, « Good Governance, Institutional Reform, and Poverty Reduction in Africa », in Haroon Akram-Lodhi, Robert Chernomas & Ardeshir Sepehri (Eds.), Globalization, Neo-Conservative Policies and Democratic Alternatives. Essays in Honour of John Loxley, Winnipeg: Arbeiter Ring Publishing, 2005: 239-265.

3) Bruno Lautier, « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine », in B. Lautier, N. Borgeaud-Garcilandia, R. Peñafiel, A. Tizziani (Dirs.), Penser le politique en Amérique latine, Paris : Karthala : 2009 : 19-36.



1.2. Impacts socio-politiques des ajustements structurels

- Réactions des États latino-américains face aux ajustements structurels
- Réactions des États : Mexique en panique ! Défense du principe de souveraineté et recours au droit international
- Réactions des populations : Les ÉMEUTES DE LA FAIM !

- 1989: Caracazo (Caracas, Venezuela), chute de Carlos Andres Perez et fin pde populoconsociationisme (droit sociaux, légitimés par le peuples) --> s'opposait aux ajustements structurels.

- Santiago - Argentine

- Brésil fin 1980 - destitution de Collor de Mello 1992

- Organisation syndicales et populaires résistaient à cause de la perte de droits : Bolivie, Équateur

Doivent être expliquées chacune par des conjonctures : l'inacceptable de la nouveauté de cette imposition.

Cela engendre des réactions des institutions internationales et de développement: «Adjustment with Human Face»

- le néolibéralisme est vu comme causant des problèmes : version «progressistes»
- Polémique sur l'augmentation de la pauvreté et des inégalités
- UNICEF et PNUD(Programme des Nations Unies pour le Développement) et autres critiquent les PAS à cause de pauvreté (effet de récit) voir le texte de Pe~nafiel

Les États sont critiqués. On déplace la responsabilité des IFIs vers les États

La crise économique n'engendre pas nécessairement la lcp: protestas au Chili

- ▶ Alors les ONGs présentent la recherche: «Adjustments with Human Face (UNICEF)» où il n'y a pas de remise en question de l'Ajustement : cela va de soi

Celle qui s'impose c'est Adjustment with Human Face par rapport à la souveraineté. Human face dit qu'il faut donner plus de pouvoir aux ifis à cause des États voyous, corrompus, etc. (on généralise de cas véridiques)

Donc en 1990...

2.Mise en place des programmes de lutte contre la pauvreté (plcp) 1990 ou «*cachez ce néolibéralisme que je ne saurais voir...*»

2.1 LES PLCP et le néolibéralisme : théorie et réalité

Les conséquences de la critique au PAS (programme d'ajustement structurels):
Conceptualisation de nouveaux types de politiques où l'ajustement est accompagné de mesures de lutte contre la pauvreté qui elles, **restructurent durablement le modèle de relation État-société.**

Donc:

Des PAS qui étaient de **durée ponctuelle** on passe à la préconisation d'un type de réformes qui restructurent DURABLEMENT les politiques publiques en justifiant au nom du principe d'aide aux plus pauvres cette transformation majeure.

Cette aide se pose comme une grande amélioration humaine par rapport au néo-libéralisme des PAS.

Le mécanisme du ciblage pose que les ressources de l'État doivent servir aux plus pauvres et que les citoyens qui font pression accaparent les ressources de l'État.

Quelles sont les critères pour être un pauvre :

C'est l'État et institutions financières internationales qui détermine les catégories de pauvres.

- 1) Pauvreté extrême : gagne moins de 1 \$ US par jour
- 2) Pauvreté modérée : gagne moins de 2 \$ US par jour

Critères de 1990 de la banque mondiale

Nécessaire d'avoir un domicile etc.

Accès d'éducation

Mortalité infantile

Santé

Calories consommée etc.

C'est une rhétorique très efficaces car :

Le ciblage des catégories les plus pauvres permet de réduire de moitié les dépenses sociales sans devoir parler de «coupures».

Par exemple, les dépenses de l'État pour l'éducation universitaire ne servent pas aux plus pauvres donc, en ciblant les dépenses seulement sur l'éducation des plus pauvres (basic needs - primaire - secondaire), certains États faisaient des économies de 80%.

Exemple 2: Santé pour les plus pauvres au Mexique : puisque les non- travailleurs n'étaient pas couverts par les politiques de santé publique au Mexique on redirigé les ressource vers eux plutôt

Mais en plus la pauvreté augmente !

Le cas du Nicaragua: Le Nicaragua est un pays où la pauvreté est un problème structurel et massif. Cette situation s'est maintenue tout au long de l'histoire.

Importance de la lutte contre la pauvreté comme condition centrale des prêts ou négociations vis à vis des IFIs

Tout d'abord, les stratégies de lutte contre la pauvreté sont devenues la pierre angulaire des stratégies de développement, notamment des pays pauvres très endettés (PPTÉ)

- depuis 1999, les gouvernements désirant obtenir un prêt du fond monétaire international (FMI), par le biais de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC), sont tenus d'avoir un **Document de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP) approuvé par les conseils d'administration de la Banque du FMI.**

Selon le World Development Movements le

2.2 Impacts politique des Programmes de lutte contre la pauvreté (PLCP)

Effets majeures:

Centrer sur une scène politique internationale

Cf. Texte de Pe~nafel

- Introduction d'acteurs et pratiques illégitimes auparavant : investisseurs étrangers, scénographie gestionnaire de marché (p.36-37)

Avant: Un développement non-national et non centré sur l'État était inconcevable

- Délégitimation des objectifs de développement ou autres

Besoins vs demandes : les légitimes sont les spécialistes, pas les mouvements sociaux.

3. De la LCP aux réformes institutionnelles de bonne gouvernance ou «Réformez cet État que je ne saurais voir...»

Le retour de l'État: 2ème étape dans le développement du rôle politiques des IFIs

Ont renforcé encore la responsabilité des États, cette fois sous la question des institutions.

Ainsi, et à titre d'illustration, selon le *Rapport sur le Développement dans le monde de la Banque mondiale 2000/2001, Attacking Poverty*:

L'aide devrait être ciblée vers les pays ayant des niveaux élevés de pauvreté. Mais cela ne devrait être qu'une partie des critères pour allouer l'aide. Aussi l'essentiel est d'avoir en place les bonnes politiques et le cadre institutionnel permettant le succès de la lutte contre la pauvreté. ³

Bonne gouvernance et gouvernance pro-pauvre : l'effet Chasse-neige (Campbell)

3.2. Le retour de l'État... dans quel état ?

Acteurs et axes de gouvernance en Amérique latine

L'argumentation qui justifie le choix des réformes institutionnelles recommandées est simple et explicite. Dans les documents préparatoires au Rapport 2000/2001

Ainsi, il peut être démontré que **la notion de gouvernance véhicule une conception particulière de l'État**, une **notion fonctionnaliste et instrumentaliste** qui privilégie ses fonctions économiques, « créer un environnement favorable aux forces du marché », et subordonne ou met en marge ses fonctions re-distributives.

³ World Bank, World Development Report 2000/2001, Attacking Poverty, Washington D.C., World Bank by Oxford University Press, 2001, p. 40-41

L'accent est mis sur le droit de propriété, car il est considéré comme fondamental pour la création d'un environnement favorable à l'investissement et au développement du secteur privé.

La gouvernance : critères

Pourquoi la bonne gouvernance est nécessaire

- 1) Il faut habiliter les pauvres à agir (to empower)
- 2) Il faut améliorer la capacité des services de base.
- 3) Il faut fournir des opportunités économiques aux pauvres en accroissant leurs accès au marché.
- 4) Il faut fournir aux pauvres une sécurité face aux chocs économiques : mais aussi face à la corruption et la violence.

De telles réformes passent par une modification de l'architecture de l'État (modification, notamment des relations entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire) et par des réaménagements institutionnels:

«il est raisonnable de penser que **l'architecture de l'État**, incluant les **relations entre les branches exécutives, législative et judiciaire**, ainsi que les **autres arrangements institutionnels permettant le transfert de pouvoir entre les niveaux de gouvernement**, incluant les

Cela s'étend aussi à une reconfiguration de la notion d'État de droit contenue dans la section *Poor People and the rule of Law* du rapport , illustrant la perspective fonctionnaliste de l'analyse contenue dans le document.

Justice et Démocratie : Le défi des transitions démocratiques I

Sortie de violence et situations de post-conflits
Les Implications politiques de la réconciliation

- Le projet politique des commissions de vérité et réconciliation : analyse comparée des processus de réconciliation en Amérique Latine/ Afrique
- Justice transitionnelle, résolution de conflits et démocratie stable
- Le statut de victime au regard des théories de réconciliation et de la justice transitionnelle vs. La doctrine internationale des droits humains

2 axes de transitions

Premier axe : l'implantation d'un État de Droit

Manière de léguer l'impunité en Amérique Latine/Afrique

Lutte contre l'impunité --> vecteur important de cet axe

Actualité frappante des luttes populaires contre l'impunité depuis 2000, environ dans les pays du cône sud, 2007-2008 en Amérique Central (Guatemala special)

Pays touchés : Tensions

- Salvador
- Colombie

Guatemala : nombreux assassinat politiques mais formation de la commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG)

Pourquoi ces luttes contre l'impunité surgissent-elles avec autant d'importance ?

Donc analyse : Les incidences du contournement de la justice par les processus de Réconciliation.

Le Projet Politique de la Réconciliation

Adaptation des systèmes politiques à l'impunité

Généralisation des commissions de vérité et réconciliation des arrangements

La centralité de la réconciliation constitue un point commun des processus de remise en place de la démocratie dans les pays hispanophones du cône Sud (Argentine, Uruguay Chili)

L'exception du Brésil:

Les milieux politiques (nat./inter.) soutenus par les milieux académiques, ont ainsi posé comme élément central de toutes les transitions à la démocratie

Les amnisties sont présentés comme des conditions centrales de la réconciliation
La réconciliation est basé sur une doctrine de l'équivalence des torts entre parties. Cette doctrine est incompatible avec la doctrine internationale des droits humains (DIDH).

Cependant, il existe deux limitations à l'État de droit:

- 1) Accès universel à la justice et le droit de chaque citoyen d'être protégé et d'obtenir réparation
- 2) L'égalité de tous devant la loi (principe d'isonomie).

Conséquences : ces nouveaux systèmes démocratiques se fondent sur une légitimité de performance (centrés sur l'atteinte de buts utilitaristes pour les citoyens et l'efficacité comme condition suffisante du politique)

Caractéristiques des commissions de vérité

Processus de vérité et de réconciliation ont été pensées comme **moyen de remplacer et d'exclure la justice et les processus judiciaire.**

La formation de ces commissions est issus de processus purement politiques, décidés entre forces politiques modérés, y compris les militaires, censées répondre à cette définition - et leur justification est basée sur la nécessité d'empêcher l'instabilité politique.

Charge des commissions de vérité :

- Établir le nombre et l'identité des victimes du conflit
 - Après laquelle aucune référence à la justice ou publication est fait.
- Typologie des crimes commis

La doctrine politique de la réconciliation se fonde sur prise en considération de la conjoncture politique de la transition du rapport de force entre civils et militaires, notamment comme fondement du politique

CONJONCTURE (raison d'État, realpolitik)

VS.

FONDEMENT (universalité, normativité...)

Le statut de victime la violation des droits humains au regard des théories de la réconciliation et de la justice transitionnelle vs. à la Doctrine Internationale des droits humains (DIDH)

Selon le DIDH, la réparation c'est la justice

Au delà de cette annulation légale du statut de victime de DDHH, les différentes expériences de sortie de la violence en Amérique latine se sont fondées notamment sur des processus de «mises en accusation des victimes»

«*mises en accusation des victimes*» :

Argentine : Los diablos

Uruguay: Accusation des victimes des violations des droits humains

Chili: opposition démocratique stable vs. Culture de la violence populaire

La résignification des grandes protestations pour la démocratie : un moment clé (Chili)

1986 --> réalignement

Commission de vérité sans possibilité de recours judiciaire en Amérique Latine

- Argentine : 1983

- Chili : 1990

- El Salvador : 1992 (amnistie décrétée 5 jours après la présentation du rapport 93)

- Haïti : 1994

- Guatemala 1994 (Oslo)- 1998

- Équateur : 1996

- Uruguay: 2000

- Panama: 2001

- Colombie : 2007

Commission de vérité **avec** possibilité de recours judiciaire en Amérique Latine

- Pérou : 2000

Nouveau champ d'étude:

Après que l'ensemble des auteurs aient considéré que la violence politique avait pris fin avec son utilisation par des acteurs étatiques ou des organisations visant la prise du pouvoir.

Un nouveau champ d'étude doit être ouvert :

Cas de violence civile prolongée par la violence politique amnistiée:

Par omission ou implication directe des gouvernements, armées, polices

Commissions de vérité en Afrique n'ayant aucuns pouvoirs judiciaires

- **Ouganda** : 1974 (contre dictatures successives)
- **Tchad** : 1990 (contre une dictature)
- **Sierra Leone** : (accords de Lomé, 1999 - 2004) : contexte de chaos, faire la vérité sur le caractère systématique et identifiable à un groupe de la violence
- Maroc: 2004, instance Équité et réconciliation

Commissions de vérité en Afrique avec «condamnations morales»

- **Afrique du Sud**: 1996 - 1998; Amnistie pour motifs politiques, pardon symbolique, aspect religieux, réparations pour victimes
 - Symbolisme religieux du pardon chrétien
 - Demande aux personnes ayant commis des actes de s'excuser et de dénoncer leurs actes publiquement
- **Ghana**: (fin de la dictature 1992) : commission de réconciliation nationale en 2001
 - Réparations aux victimes, condamnation morale de l'autoritarisme
- **Libéria**: 2003 accords de paix d'Accra (faire la vérité sur le caractère systématique et identifiable - à un ou des groupes- de la violence) :

- Amnistie mitigée : pardon à ceux qui reconnaissent leurs torts et sanctions politiques symboliques (ne pas participer à la vie politique électorale et fonction publique pendant 30 ans)

Aspect de condamnation morale est absent en Amérique Latine

Commissions encadrées par des tribunaux

- Rwanda: conseil de sécurité des Nations Unies crée le TPI pour le Rwanda en 1994
 - La commission pour l'Unité et la Réconciliation est créée en 1999 en complément
 - + gacacas (tribunaux locaux communautaires)

La justice transitionnelle ou justice restaurative : «agir au nom des victimes»

Dans son évolution, le «paradigme de la réconciliation » a articulé la question de la souffrance des victimes.

Dans l'ouvrage fondateur de la justice restaurative/transitionnelle, intitulé «*Unspeakable truth: Confronting State Terror and Atrocities*», Patricia Hayner, fondatrice de l'International Center for Transitional Justice

La justice transitionnelle / restaurative rejette la justice parce que :

- 1) La justice (procédures judiciaires) a des effets négatifs sur la souffrance des victimes de violation des droits humains, ce pourquoi elle ne devrait pas être poursuivie:

Justice has to be avoided because it would cause «unnecessary suffering for the victims» by exposing them to testimony»

- 2) *La justice doit être évitée car elle peut être cause d'un / de conflit:*

Every country should be respected in their will to forget the past and not confront the causes of conflict, lest the victims' account of atrocities because this will cause them too much suffering,